



LEADERSHIP FÉMININ ET GOUVERNANCE DURABLE EN AFRIQUE

Grahon Marie Thérèse Sidonie BEUGRE KONAN

Enseignante-Chercheure

UFR SHS (Département de Philosophie)

Université Félix HOUPHOUËT-BOIGNY

Cocody-Abidjan

Résumé Le présent article analyse le rôle du leadership féminin dans le cadre de la promotion d'une gouvernance effective et durable en Afrique. Il montre que la présence des femmes aux postes de décision, constitue un facteur très important de démocratie, de transparence, de participation citoyenne et de développement inclusif. À partir des analyses de penseurs tels que Hannah Arendt, Jürgen Habermas, Amartya Sen, Martha Nussbaum, Simone de Beauvoir et Achille Mbembe, ainsi que des exemples de dirigeantes africaines, cette étude met également en évidence, les contributions du leadership féminin à la bonne gouvernance. Elle souligne en outre, les principaux obstacles qui limitent encore le plein concours des femmes, notamment les inégalités de genre, les traditions, les stéréotypes et les déficiences institutionnelles. L'article conclut que le leadership féminin est un levier essentiel du développement durable en Afrique, pourvue que les conditions les États renforcent les politiques d'égalité, d'accès à l'éducation et aux institutions démocratiques.

Mots-clés : Leadership féminin ; gouvernance durable ; Afrique ; égalité de genre ; développement durable ; démocratie.

Abstract : This article analyzes the role of female leadership in promoting effective and sustainable governance in Africa. It shows that the presence of women in decision-making positions is a very important factor for democracy, transparency, citizen participation, and inclusive development. Based on the analyses of thinkers such as Hannah Arendt, Jürgen Habermas, Amartya Sen, Martha Nussbaum, Simone de Beauvoir and Achille Mbembe, as well as examples of African women leaders, this study also highlights the contributions of female leadership to good governance. It also strengths the main obstacles that still limit women's full participation, notably gender inequalities, traditions, stereotypes and institutional deficiencies. The article concludes that female leadership is an essential lever for sustainable development in

Africa, provided that the conditions are met. States strengthen policies of equality, access to education and democratic institutions.

Keywords : Women's leadership ; sustainable governance ; Africa ; gender equality ; sustainable development ; democracy.

Digital Object Identifier (DOI): <https://doi.org/10.5281/zenodo.21965641>

1 Introduction

Le leadership féminin occupe aujourd'hui, une place importante dans les débats relatifs au développement et à la gouvernance en Afrique. En effet, depuis plusieurs décennies, les femmes accèdent progressivement à des postes de responsabilité dans les domaines politiques, économiques, sociaux et administratifs. Leur présence au sein des institutions publiques, des organisations internationales et des instances de décision indique qu'elles sont capables de contribuer efficacement à la gestion des affaires publiques et au développement de leurs sociétés.

Toutefois, malgré ces avancées, la présence des femmes demeure encore limitée, dans plusieurs pays africains. Les traditions, les stéréotypes de genre, les inégalités sociales et les difficultés d'accès aux postes de pouvoir continuent d'être des obstacles majeurs à leur pleine participation et entière aux responsabilités publiques.

Par ailleurs, la gouvernance durable est devenue un objectif essentiel pour les États africains. Elle désigne un mode de gestion des affaires publiques fondé sur la transparence, la participation des citoyens, la responsabilité, le respect de l'État de droit, la protection des droits humains et la recherche d'un développement capable de répondre aux besoins des générations présentes, sans compromettre ceux des générations futures.

Dans cette perspective, la contribution des femmes aux instances de décision apparaît-elle, comme un élément déterminant pour renforcer la démocratie, promouvoir la justice sociale et favoriser un développement plus inclusif. Plusieurs études montrent en effet, que les femmes privilégient souvent des modes de gouvernance fondés sur le dialogue, la concertation, l'écoute et la recherche de solutions durables. Les parcours de personnalités africaines telles qu'Ellen Johnson Sirleaf, première femme démocratiquement élue présidente d'un État Africain, ou de Ngozi Okonjo-Iweala, première femme et première Africaine à diriger l'Organisation mondiale du commerce, illustrent la capacité des femmes à exercer des responsabilités de très haut niveau et à contribuer au développement de leur pays respectif.

Cependant, ces expériences montrent également que les femmes continuent de rencontrer de nombreuses difficultés dans l'accès aux fonctions de leaders. Les obstacles d'ordre social, culturel, politique et économique limitent encore leur pleine participation aux processus de décision. Dès lors, une question fondamentale se pose : dans quelle mesure le leadership féminin peut-il contribuer à une gouvernance durable en Afrique, malgré les obstacles sociaux, culturels, politiques et économiques ?

À partir de cette problématique, l'objectif de cet article est d'analyser la contribution du leadership féminin à la promotion d'une gouvernance durable en Afrique. Il s'agit de montrer que la participation des femmes aux postes de décision, peut favoriser une gouvernance plus inclusive, plus transparente et plus efficace, tout en mettant en évidence les difficultés qui continuent de freiner leur entière participation aux responsabilités publiques.

Afin d'atteindre l'objectif que nous nous sommes fixés, notre étude s'appuie sur les réflexions de plusieurs auteurs, notamment Hannah Arendt, Jürgen Habermas, Amartya Sen, Martha Nussbaum, Simone de Beauvoir, Anne Phillips, Oyèrónké Oyěwùmí et Achille Mbembe, ainsi que sur l'analyse de plusieurs expériences africaines de leadership féminin.

Enfin, notre réflexion s'articulera autour de trois axes principaux. Nous considérerons d'abord les fondements du leadership féminin et de la gouvernance durable. Nous analyserons ensuite les contributions du leadership féminin à la gouvernance durable en Afrique. Nous mettrons pour finir, en évidence, les principaux défis auxquels les femmes sont confrontées, ainsi que les perspectives, à même de renforcer leur participation à une gouvernance durable.

2 Les fondements du leadership féminin et de la gouvernance durable

Avant d'analyser le rôle du leadership féminin dans la gouvernance durable en Afrique, il nous apparaît essentiel de définir les principaux concepts qui constituent le fondement cette réflexion. Cette partie présente les notions de leadership féminin et de gouvernance durable, puis expose l'évolution de la participation des femmes aux responsabilités politiques et publiques sur le continent Africain.

2.1 Les concepts de leadership féminin et de gouvernance durable

Pour mieux comprendre le sujet, il convient d'abord de préciser les concepts de leadership féminin et de gouvernance durable. En réalité, ces notions constituent le fondement de cette étude et permettent de mieux appréhender les enjeux liés à la participation des femmes à la gouvernance en Afrique.

D'abord, le leadership peut être défini comme la capacité d'une personne à influencer, orienter ou mobiliser un groupe afin de l'amener à atteindre des objectifs communs. En effet, un bon leader ne se limite pas à exercer une autorité ; il inspire la confiance et prend des décisions dans l'intérêt général. C'est dans cette optique que H. Arendt (1961, p. 200), affirme que : « le pouvoir ne repose pas sur la domination, mais sur l'action commune des citoyens ». Pour elle, le pouvoir naît, lorsque des individus agissent ensemble pour atteindre un objectif commun. Cette conception met en évidence un leadership fondé sur la participation, la coopération et la responsabilité, plutôt que sur la contrainte.

Ensuite, le leadership féminin peut être défini comme la capacité pour les femmes, à exercer des responsabilités dans divers domaines de la société tel que la politique, l'économie, le social ou l'administration. Toutefois, cela ne signifie pas que les femmes dirigent mieux que les hommes, mais qu'elles doivent bénéficier des mêmes possibilités d'accès aux responsabilités. Cette conception rejoint la pensée de S. de Beauvoir (1961, p. 13), affirme dans *Le Deuxième Sexe* : « On ne naît pas femme : on le devient ». Cette affirmation montre que les différences entre les hommes et les femmes sont largement façonnées par l'éducation, la culture et les normes sociales. Dès lors, les difficultés rencontrées par celles-ci résultent davantage de constructions sociales que de différences naturelles.

Enfin, la gouvernance durable désigne une manière de gérer les affaires publiques, en tenant compte, les besoins des générations présentes et ceux des rejets futures. Elle repose notamment sur la transparence, le respect de l'État de droit, la justice sociale et la protection de l'environnement. Dans cette perspective, A. Sen (1999, p. 36), soutient que « le développement ne doit pas être évalué uniquement à partir de la croissance économique, mais également à travers les libertés réelles dont disposent les individus ». Une gouvernance durable est donc supposée créer les conditions permettant à chaque citoyen, homme ou femme, de participer pleinement au développement.

C'est dans la même vision que Jürgen Habermas souligne que la légitimité d'une gouvernance dépend de la participation des citoyens au débat public. Dans *Droit et démocratie. Entre faits et normes*, il explique que « les décisions politiques sont plus justes lorsqu'elles résultent d'une discussion libre, ouverte et rationnelle entre les membres de la société » (J. Habermas, 1997, p. 449). Cette réflexion montre que la participation des femmes aux instances de décision renforce la qualité de la gouvernance démocratique. Cependant, certains chercheurs rappellent que :

« La présence des femmes aux postes de responsabilité ne garantit pas automatiquement une meilleure gouvernance. A. Phillips (1995, p. 25), souligne que la représentation politique des femmes constitue une condition essentielle de la démocratie, mais qu'elle doit être accompagnée de réformes institutionnelles et d'un véritable partage du pouvoir ».

Ainsi, le leadership féminin et la gouvernance durable apparaissent-ils comme deux concepts étroitement liés. Une gouvernance véritablement durable, induit la participation de toutes les compétences disponibles, sans distinction de sexe, pour permettre une gestion plus inclusive, plus légitime et plus efficace des affaires publiques.

2.2 L'évolution du leadership féminin en Afrique

Depuis des décennies, les sociétés Africaines ont été caractérisées par une faible représentation des femmes aux postes de décision. En effet, les traditions, les normes sociales et les inégalités d'accès à l'éducation ont longtemps limité leur participation à la vie politique, économique et administrative. Les responsabilités publiques étaient généralement réservées aux hommes, tandis que les femmes étaient principalement cantonnées aux activités domestiques et communautaires.

Nonobstant ces difficultés, les femmes ont toujours joué un rôle important dans le développement de leurs communautés, notamment dans les domaines de l'agriculture, du commerce, de l'éducation, de la santé et de la médiation sociale. Leur contribution au développement local a constitué un canal essentiel de cohésion sociale et de stabilité économique, même si elle est restée longtemps insuffisamment reconnue.

Par ailleurs, à partir des années 1990, plusieurs États Africains ont entrepris des réformes destinées à renforcer la participation des femmes à la gouvernance. Les politiques de promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes, les mécanismes de quotas ainsi que les initiatives

des organisations internationales ont favorisé une augmentation progressive du nombre de femmes occupant des fonctions ministérielles, parlementaires et présidentielles. Cette évolution s'inscrit dans le prolongement des engagements internationaux en faveur de l'égalité des sexes, notamment ceux, issus de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing de 1995.

L'exemple d'Ellen Johnson Sirleaf illustre cette évolution. Éluë en 2005, elle devient la première femme démocratiquement élue à la présidence d'un État africain. Son mandat a été marqué par des réformes destinées à reconstruire les institutions après la guerre civile, à améliorer la gouvernance économique, à lutter contre la corruption et à renforcer la place des femmes dans la société. Son action lui a valu de recevoir le Prix Nobel de la paix en 2011.

De même, Ngozi OKONJO-IWEALA a démontré, à travers les responsabilités qu'elle a exercées au Nigeria puis à la tête de l'Organisation mondiale du commerce, que les femmes Africaines peuvent assurer un leadership de haut niveau dans les domaines économiques, financiers et diplomatiques. Son parcours témoigne de la capacité des femmes à conduire des réformes importantes et à participer activement à la gouvernance mondiale.

Ces progrès confirment les analyses de M. Nussbaum (2000, p. 5) selon lesquelles « le développement d'une société dépend des possibilités offertes à chaque personne, de développer ses capacités ». Cette approche montre que lorsque les femmes bénéficient d'un accès égal à l'éducation, aux responsabilités et aux ressources, elles participent pleinement au développement économique, politique et social de leur pays.

Toutefois, des difficultés persistent dans plusieurs États Africains, où les femmes demeurent sous-représentées dans les institutions politiques et les postes de direction. Les stéréotypes de genre, les violences faites aux femmes, les inégalités économiques ainsi que certaines pratiques socioculturelles continuent de limiter leur accès aux responsabilités publiques.

Cette réalité est également soulignée par la Philosophe Nigériane Oyèrónké Oyěwùmí, qui montre que les rapports entre les sexes en Afrique ne peuvent être expliqués uniquement à partir des modèles occidentaux O. Oyěwùmí (1997), Minneapolis, selon elle, il est indispensable de prendre en considération les réalités historiques, culturelles et sociales propres aux sociétés africaines afin de mieux comprendre les défis auxquels sont confrontées les femmes dans l'exercice du leadership.

Ainsi, l'évolution du leadership féminin en Afrique révèle-elle des avancées importantes, mais également des obstacles persistants. L'amélioration de la représentation des femmes dans les instances de décision témoigne des progrès accomplis en matière d'égalité. Malgré cela, les défis liés aux inégalités sociales, aux pesanteurs culturelles et aux faiblesses institutionnelles montrent que le renforcement du leadership féminin demeure un chantier essentiel pour la consolidation de la gouvernance démocratique et du développement durable. Cette évolution conduit naturellement à s'interroger sur les contributions concrètes du leadership féminin à la gouvernance durable, qui feront l'objet de la deuxième partie de cette étude

3 Le leadership féminin comme facteur de gouvernance durable en Afrique

Après avoir défini et scruté les principaux concepts et examiné l'évolution du leadership féminin en Afrique, il convient à présent d'analyser les contributions concrètes des femmes à la gouvernance durable. Cette analyse permettra de mettre en évidence les progrès réalisés grâce à leur participation aux instances de décision, mais également les limites et les défis qui demeurent. Il s'agit ainsi, de montrer que le leadership féminin demeure une colonne importante de renforcement de la démocratie, de la transparence et du développement durable.

3.1 Les contributions du leadership féminin à la bonne gouvernance

D'abord, le leadership féminin est aujourd'hui reconnu comme un élément important de la gouvernance durable. En effet, la participation des femmes aux postes de décision favorise une gouvernance plus inclusive, plus transparente et plus attentive aux besoins de l'ensemble de la population. Dans plusieurs pays africains, les femmes contribuent à la mise en œuvre de politiques publiques qui renforcent la démocratie, la justice sociale et le développement économique et humain.

Par ailleurs, l'une des principales contributions du leadership féminin réside dans la promotion de la participation citoyenne. Les femmes dirigeantes accordent souvent une place importante au dialogue, à l'écoute et à la concertation dans les processus de prise de décision. Cette manière de gouverner rejoint la pensée de J. Habermas (1997, p. 449), qui affirme que « la légitimité politique repose sur la participation des citoyens à la discussion publique ». Selon lui, les décisions politiques sont d'autant plus légitimes qu'elles résultent d'un débat libre, ouvert et inclusif. Ainsi, une gouvernance qui favorise une plus grande participation des femmes contribue au renforcement de la démocratie participative.

Plus que jamais, le leadership féminin contribue également à renforcer la transparence et la responsabilité dans la gestion des affaires publiques. Plusieurs études montrent que la présence des femmes dans les institutions peut aider à un meilleur contrôle de l'action publique, à une gestion plus rigoureuse et efficiente des ressources et une plus grande attention portée à l'intérêt général. Toutefois, il convient d'éviter toute généralisation. A. Phillips (1995, p. 25), rappelle que « la présence des femmes dans les institutions constitue une condition importante de la démocratie, mais qu'elle ne garantit pas, à elle seule, une bonne gouvernance. Les résultats dépendent également de la qualité des institutions, du respect de l'État de droit et de l'engagement des dirigeants ».

En définitive, le leadership féminin joue un rôle essentiel dans la promotion de l'inclusion sociale. Les femmes dirigeantes accordent souvent une attention particulière aux politiques relatives à l'éducation, à la santé, à la protection sociale et à la réduction des inégalités. Cette approche rejoint la réflexion d'A. Sen, (1999, p. 36), qui soutient que « le développement consiste avant tout à élargir les libertés et les possibilités offertes à chaque individu ». Selon lui, une gouvernance durable ne peut être atteinte si une partie de la population, notamment les femmes, demeure exclue des processus de décision.

Cette idée est également développée par M. Nussbaum, (2000, p. 5) qui affirme que « le développement humain repose sur le renforcement des capacités de chaque personne ». Selon cette approche, les femmes doivent bénéficier des mêmes possibilités que les hommes pour participer à la vie politique, économique et sociale. Le leadership féminin devient ainsi un moyen de promotion pour une société plus juste, plus inclusive et plus équilibrée.

Certains auteurs comme Ch. Mouffe (2000, p. 98), invitent à nuancer cette vision. Elle souligne d'ailleurs que « la démocratie demeure traversée par des conflits d'intérêts et des rapports de pouvoir ». Selon elle, la présence des femmes dans les institutions ne suffit pas pour supprimer les tensions politiques encore moins les inégalités structurelles. Elle insiste sur la nécessité de transformer les structures de pouvoir afin que la participation des femmes produise de véritables changements dans la gouvernance.

Ainsi, le leadership féminin constitue-t-il un facteur important de la gouvernance durable. Toutefois, son efficacité dépend de l'existence d'institutions démocratiques solides, du respect des droits fondamentaux, de l'égalité des chances et d'une volonté politique réelle de promouvoir la pleine participation des femmes à la vie publique. C'est dans cette perspective qu'il convient d'examiner les expériences concrètes du leadership féminin en

Afrique, afin de mieux apprécier les réussites obtenues, ainsi que les défis qui restent à relever.

3.2 Les expériences du leadership féminin en Afrique : réussites et défis

L'Afrique compte aujourd'hui plusieurs exemples de femmes qui ont exercé un leadership reconnu aussi bien au niveau national qu'international. Leurs parcours démontrent que les femmes sont capables d'assumer les plus hautes responsabilités politiques, économiques et diplomatiques, tout en contribuant au développement de leurs pays et au renforcement de la gouvernance démocratique.

D'abord, l'exemple d'Ellen Johnson Sirleaf est particulièrement significatif. Première femme démocratiquement élue à la tête d'un État africain en 2005, elle a conduit d'importantes réformes visant à reconstruire le Liberia après plusieurs années de guerre civile. Son action s'est notamment concentrée sur le renforcement des institutions publiques, la relance économique, la lutte contre la corruption ainsi que la promotion des droits des femmes. Son engagement en faveur de la paix, de la démocratie et du développement lui a valu l'attribution du Prix Nobel de la paix en 2011. Son parcours illustre qu'un leadership fondé sur la responsabilité et le dialogue peut contribuer à la reconstruction d'un État fragilisé.

De même, Ngozi Okonjo-Iweala incarne un leadership fondé sur la compétence, la rigueur et la bonne gouvernance. Ancienne Ministre des Finances du Nigeria puis Directrice générale de l'Organisation mondiale du commerce, elle s'est distinguée par la mise en œuvre de réformes économiques visant à renforcer la transparence, à améliorer la gestion des finances publiques et à promouvoir un développement durable. Son parcours fulgurant, confirme que les femmes Africaines disposent des compétences nécessaires pour exercer des responsabilités de premier plan dans les institutions nationales et internationales.

Par ailleurs, Sahle-Work ZEWDE constitue également un exemple remarquable de leadership féminin. Son expérience diplomatique et son accession à la présidence de l'Éthiopie ont contribué à renforcer la visibilité des femmes dans les institutions africaines et internationales. Son engagement en faveur de la paix, du dialogue, de la coopération internationale et de l'égalité entre les femmes et les hommes montre que le leadership féminin peut jouer un rôle essentiel dans la stabilité politique et le renforcement des institutions démocratiques.

Ces différentes expériences confirment les analyses de H. Arendt, (1961, p. 200), selon lesquelles « le pouvoir repose avant tout sur l'action collective et sur la capacité des dirigeants à rassembler les citoyens autour d'un projet commun ». Elles montrent également que le leadership féminin peut favoriser une relation de confiance entre les gouvernants et les gouvernés, condition essentielle d'une gouvernance légitime et durable.

Plusieurs chercheurs invitent à empêcher une vision idéalisée du leadership féminin. O. Oyěwùmí (1997), rappelle que les réalités africaines sont particulièrement diverses et que les difficultés rencontrées par les femmes varient selon les contextes historiques, culturels et politiques. Selon elle, l'analyse du leadership féminin en Afrique doit tenir compte des spécificités propres aux sociétés africaines plutôt que de reproduire exclusivement des modèles occidentaux.

Dans le même sens, A. Mbembe (2000, p. 15), souligne que les difficultés de gouvernance en Afrique ne s'expliquent pas uniquement par la faible représentation des femmes dans les sphères de décision. Elles trouvent également leur origine dans les fragilités institutionnelles, les crises politiques, les héritages coloniaux et les inégalités socio-économiques. Ainsi, l'amélioration de la gouvernance suppose non seulement une participation plus importante des femmes aux responsabilités publiques, mais également un renforcement durable des institutions démocratiques.

En somme, les expériences africaines montrent que le leadership féminin constitue une ressource importante pour la gouvernance durable. Elles démontrent que les femmes peuvent exercer efficacement les responsabilités publiques lorsqu'elles bénéficient des mêmes opportunités que les hommes. Toutefois, ces avancées ne produiront pleinement leurs effets que si elles s'accompagnent de réformes institutionnelles, d'un accès équitable à l'éducation, d'un renforcement des capacités et d'un engagement collectif en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes. Cette analyse conduit naturellement à nous intéresser aux principaux défis auxquels demeure confronté le leadership féminin, ainsi qu'aux perspectives permettant de renforcer sa contribution à une gouvernance durable en Afrique.

4. Les défis et les perspectives du leadership féminin pour une gouvernance durable en Afrique

Le leadership féminin contribue au développement de la gouvernance en Afrique. Toutefois, il demeure confronté à plusieurs difficultés qui limitent encore la pleine

participation des femmes aux postes de responsabilité. Cette dernière partie met en évidence les principaux défis auxquels elles font face, avant de présenter les perspectives capables de renforcer leur contribution à une gouvernance durable.

4.1 Les défis du leadership féminin en Afrique

Malgré les progrès réalisés au cours des dernières décennies, les femmes Africaines continuent de faire face à de nombreux obstacles dans l'accès aux postes de responsabilité. Ces difficultés sont d'ordre social, culturel, politique et économique. Elles limitent leur participation à la gouvernance et freinent leur contribution au développement durable.

Tout d'abord, l'un des principaux défis réside dans le poids des traditions et des stéréotypes de genre. Dans plusieurs sociétés africaines, les responsabilités politiques et administratives sont encore perçues comme un domaine réservé aux hommes. Les femmes qui souhaitent exercer des fonctions de direction doivent souvent faire face à des préjugés qui remettent en cause leurs compétences et leur légitimité. Cette situation explique en partie leur faible représentation dans les institutions publiques.

Cette réalité rejoint l'analyse de S. de Beauvoir (1949, p. 13), qui affirme dans *Le Deuxième Sexe* que « les rôles attribués aux femmes ne sont pas naturels, mais le résultat d'une construction sociale ». Selon elle, les inégalités entre les hommes et les femmes sont entretenues par l'éducation, les traditions et les normes culturelles. Ainsi, le faible nombre de femmes dirigeantes ne traduit-il pas une absence de compétences, mais l'existence de barrières sociales qui limitent leur accès aux responsabilités.

Par ailleurs, ces difficultés s'accompagnent d'inégalités économiques et éducatives. Dans plusieurs pays africains, les femmes disposent de moins de ressources financières, d'un accès plus limité à l'enseignement supérieur et rencontrent davantage d'obstacles dans leur parcours professionnel. Or, A. SEN (1999, p. 36), souligne que le développement dépend de l'élargissement des libertés et des opportunités offertes à chaque individu. Selon lui, une société qui prive les femmes d'éducation, de ressources ou d'opportunités réduit leur capacité à exercer un leadership efficace et à participer pleinement au développement.

Enfin, les violences fondées sur le genre, les discriminations, ainsi que les pratiques politiques parfois marquées par le clientélisme, la corruption ou les conflits constituent également des obstacles majeurs. À ce propos, A. Mbembe (2000, p. 15), rappelle que les difficultés de gouvernance en Afrique ne s'expliquent pas uniquement par la question du

genre, mais aussi par la fragilité des institutions, la corruption et les crises politiques. Dès lors, renforcer le leadership féminin suppose également de consolider les institutions publiques et de promouvoir une gouvernance plus démocratique.

Toutefois, il convient de nuancer certaines analyses. A. Phillips (1995, p. 25), souligne que « l'augmentation du nombre de femmes dans les institutions ne suffit pas, à elle seule, à garantir une meilleure gouvernance ». Selon elle, les femmes comme les hommes évoluent dans des systèmes politiques qui peuvent favoriser ou limiter leur action. La qualité de la gouvernance dépend donc autant de la solidité des institutions, que des personnes qui les dirigent.

Ainsi, les défis du leadership féminin sont-ils multiples et montrent que la promotion des femmes aux postes de responsabilité doit s'accompagner de réformes sociales, éducatives, économiques et institutionnelles. La réduction des inégalités de genre, le renforcement de l'éducation, l'amélioration de l'accès aux ressources et la consolidation des institutions démocratiques apparaissent comme des conditions essentielles pour permettre aux femmes de contribuer pleinement à une gouvernance durable en Afrique.

4.2 Les perspectives pour renforcer le leadership féminin et la gouvernance durable

Face aux défis auxquels demeure confronté le leadership féminin en Afrique, plusieurs perspectives peuvent être envisagées afin de renforcer la participation des femmes aux instances de décision et de favoriser une gouvernance durable. Ces perspectives reposent notamment sur l'éducation, le renforcement de la participation politique, la consolidation des institutions démocratiques et la promotion d'une culture de l'égalité entre l'homme et la femme.

D'abord, la première perspective consiste à améliorer l'accès des filles et des femmes à une éducation de qualité. En effet, l'éducation favorise le développement des compétences, de la confiance en soi et des capacités de leadership. M. Nussbaum (2000, p. 5), soutient que « chaque personne doit disposer des moyens nécessaires pour développer pleinement ses capacités ». Selon cette approche, investir dans l'éducation des filles, constitue un investissement essentiel, pour le développement durable, puisqu'il permet de former des citoyennes capables de participer pleinement à la vie politique, économique et sociale.

Ensuite, une deuxième perspective concerne le renforcement de la participation

politique des femmes. Les États africains peuvent adopter des politiques favorisant leur représentation dans les institutions publiques, notamment à travers des mesures de soutien aux candidatures féminines, des programmes de formation au leadership, ainsi que lorsque le contexte le justifie, des mécanismes de représentation équilibrée. L'objectif est de garantir une participation plus inclusive aux processus de décision et de favoriser une meilleure représentativité des différentes composantes de la société.

Par ailleurs, une autre perspective réside dans le renforcement des institutions démocratiques. J. Habermas (1997, p. 449), affirme « qu'une gouvernance légitime repose sur la participation de tous les citoyens au débat public ». Selon lui, plus les femmes participent aux espaces de discussion et de décision, plus les politiques publiques sont susceptibles de prendre en compte la diversité des besoins de la population. Une démocratie inclusive suppose donc que les femmes puissent contribuer pleinement à l'élaboration des politiques publiques.

Le développement d'une culture de l'égalité constitue également une perspective essentielle. Les gouvernements, les établissements scolaires, les médias, les organisations de la société civile ainsi que les communautés religieuses peuvent jouer un rôle déterminant dans la lutte contre les stéréotypes de genre qui limitent les ambitions des femmes. Une telle évolution culturelle favoriserait une meilleure reconnaissance de leurs compétences et contribuerait à modifier durablement les représentations sociales liées au leadership.

Enfin, la coopération entre les États africains, les organisations régionales et les institutions internationales peut accélérer les progrès réalisés en matière d'égalité entre les femmes et les hommes. L'échange d'expériences, le partage des bonnes pratiques ainsi que le soutien aux programmes de formation destinés aux femmes leaders permettront de renforcer leur contribution à la gouvernance durable et au développement du continent. Le leadership féminin représente une opportunité majeure pour le développement durable de l'Afrique. Toutefois, son efficacité dépendra de la capacité des États et des sociétés Africaines à promouvoir l'égalité des chances, à renforcer les institutions démocratiques, à améliorer l'accès des femmes à l'éducation et aux responsabilités, ainsi qu'à créer un environnement propice à leur pleine participation, dans tous les domaines de la vie publique.

5 Conclusion

Au terme de cette analyse, il convient de souligner que le leadership féminin est un catalyseur d'innovation, d'inclusion et de performance collective pour une gouvernance durable en Afrique. Cette étude nous a permis de montrer que les femmes participent de plus en plus à la vie politique, économique, sociale et à la plupart des activités du continent. Leur présence remarquable aux postes de responsabilité, favorise une gouvernance plus inclusive, fondée sur la participation, le dialogue, la transparence et la recherche du bien commun. Les exemples d'Ellen JOHNSON SIRLEAF, de Ngozi OKONJO-IWEALA et de Sahle-Work ZEWDE illustrent bien, que les femmes peuvent exercer avec brio, les plus hautes fonctions d'État et contribuer de manière significative au développement de leurs pays.

Toutefois, cette évolution demeure confrontée à plusieurs difficultés. Les traditions, les stéréotypes de genre, les inégalités d'accès à l'éducation, les obstacles économiques ainsi que les faiblesses institutionnelles continuent de limiter la participation des femmes aux instances de décision. Dès lors, le leadership féminin ne peut produire pleinement ses effets que s'il s'accompagne de politiques favorisant l'égalité des chances, le renforcement des institutions démocratiques et la participation effective de tous les citoyens.

La problématique de cette étude consistait à déterminer dans quelle mesure le leadership féminin peut contribuer à une gouvernance durable en Afrique malgré les obstacles socioculturels, politiques et économiques. L'analyse permet d'affirmer que le leadership féminin représente un véritable levier de développement et de bonne gouvernance. En favorisant une gestion plus inclusive, une participation citoyenne plus large et une prise en compte plus équilibrée des besoins de la population, les femmes apportent une contribution essentielle au développement durable. Toutefois, cette contribution demeure conditionnée par la réduction des inégalités, l'amélioration de l'accès des femmes aux responsabilités et la consolidation des institutions démocratiques.

Ainsi, le renforcement du leadership féminin apparaît donc comme un enjeu majeur pour l'avenir du continent Africain. Face aux profondes transformations politiques, économiques et sociales que connaît l'Afrique, ne constitue-t-il pas l'une des conditions essentielles d'édifier une gouvernance plus démocratique, plus inclusive et réellement durable ?

RÉFÉRENCES

- [1] ARENDT Hannah, 1961, *La Condition de l'homme moderne*, trad. Georges Fradier, Paris, Calmann-Lévy.
- [2] Calmann-Lévy.
- [3] BEAUVOIR Simone de, 1949, *Le Deuxième Sexe*, tome I et tome II, Paris, Gallimard.
- [4] HABERMAS Jürgen, 1997, *Droit et démocratie. Entre faits et normes*, trad. Rainer Rochlitz et Christian Bouchindhomme, Paris, Gallimard.
- [5] MBEMBE Achille, 2000, *De la postcolonie. Essai sur l'imagination politique dans l'Afrique contemporaine*, Paris, Karthala.
- [6] MOUFFE Chantal, 2000, *The Democratic Paradox*, Londres, Verso.
- [7] NUSSBAUM Martha Craven, 2000, *Women and Human Development : The Capabilities Approach*, Cambridge University Press.
- [8] OKONJO-IWEALA Ngozi, 2018, *Fighting Corruption Is Dangerous : The Story Behind the Headlines*, Massachusetts, MIT Press.
- [9] OYĚWÙMÍ Oyèrónké, 1997, *The Invention of Women : Making an African Sense of Western Gender Discourses*, Minneapolis, University of Minnesota Press.
- [10] PHILLIPS Anne, 1999, *The Politics of Presence*, Oxford, Clarendon Press, SEN, Amartya, *Development as Freedom*, New York, Alfred A. Knopf.
- [11] SIRLEAF Ellen Johnson, 2009, *This Child Will Be Great : Memoir of a Remarkable Life by Africa's First Woman President*, New York, Harper Collins.
- [12] Organisation des Nations Unies, 2015, *Programme de développement durable à l'horizon 2030*, New York, Nations Unies.
- [13] Union africaine, 2015, *Agenda 2063 : L'Afrique que nous voulons*, Addis-Abeba, Commission de l'Union africaine.